



Munich Personal RePEc Archive

Trade and macroeconomic policies: evidence in CEMAC

Kuikeu, Oscar

4 May 2022

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/112961/>
MPRA Paper No. 112961, posted 05 May 2022 11:47 UTC

Commerce et politiques macroéconomiques : évidence en zone CEMAC

Oscar Valéry KUIKEU

Docteur ès sciences économiques de l'Université de Pau (France)

Enseignant au grade de chargé de cours

École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales (ESSEC), Université de Douala (Udo, Cameroun), BP 1931 Douala (Cameroun), Port. +237 698 60 41 40, email: kuikeuoscar@gmail.com

Résumé : *dans l'idée de la relance post covid des économies plusieurs économies ont engagé leur gouvernement à adopter des mesures endogènes et de stimulation macroéconomique déjà avancées par Keynes. Cependant comme les mesures endogènes ont essentiellement portées sur l'exploitation de l'avantage comparatif de la nation il nous a semblé intéressant dans cette étude d'apprécier les interactions avec deux politiques puisqu'à elles seules elles sont insuffisantes. Cette évidence d'interaction entre politiques macroéconomiques et commerce est plutôt récente puisqu'elle a été élaborée pour expliquer certaines régularités concernant ces politiques pour la zone euro. D'une manière générale, les résultats obtenus révèlent que les données de panel s'avèrent être un outil adéquat pour investiguer ce type de problématique. En outre, selon ces résultats la zone CEMAC apparaît être un cas d'étude intéressant.*

Mots clés: politiques keynésiennes, commerce, panel

JEL Codes : C33 O47

Abstract : *despite the amount of debate on the adequacy of macroeconomic policy suitable for sustainable economic growth among the less developed countries the literature remains affordable on this strand of policy making. Mainly a new strand of literature explains that there is inter related relationship between two kind of these policies to know the Keynesian policy and the international trade. Thus the aim of this paper have been on the one hand to present the literature review on this subject but also to give empirical relevance on this regularity for a set of country where the debate on external trade as well as on macroeconomic policy remains at the cornerstone of much of policy makers. Globally speaking, the results are a testimony that the panel data approach is an suitable engine to investigate on this kind of question and the CEMAC area remains an interesting case study to investigate on this kind of subject. In fact, he ha ve been able to investigate on the regularities on this subject for the area.*

Keywords: *Keynesian policies, international trade, panel data*

JEL Codes: *C33 O47*

1. Introduction

Afin de permettre le démarrage de l'appareil Etatique à l'issue de cette pandémie de nombreux gouvernements des économies émergentes ont opté pour des solutions endogènes à l'épidémie dites encore solutions internes. Au Cameroun à l'image de la République Malgache cela a vu le jour de l'homologation des produits Corocur et Kledavid ainsi que de deux autres produits (quatre en tout) issus de la pharmacopée traditionnelle. Comme il s'agit de solutions endogènes différentes actions peuvent dès lors être adoptées par leurs gouvernements à l'égard de ces produits. Du point de vue du

commerce international, il peut s'agir de taxer les importations de produits concurrents, d'imposer des quotas d'importation des produits concurrents, ou alors de stimuler l'exportation du produit concerné à l'aide d'une politique gouvernementale de subvention des exportations.

La question de la relance économique post covid est d'autant plus importante que la reprise mondiale annoncée ne s'étend pas aux pays les plus pauvres. En effet, selon une publication de la Banque mondiale (Indermit et Akihiko 2021), pour les 74 pays les plus pauvres du monde, à ce jour, il n'existe aucun signe de « reprise » mondiale. Selon les projections établies, en 2021 leur taux de croissance sera le plus faible depuis 20 ans (abstraction faite de l'année 2020), ce qui aura pour effet d'éliminer des années de progrès accomplis en matière de réduction de la pauvreté. Pour eux le retour à la normale ne se fera pas rapidement. En outre, la pandémie actuelle de la Covid-19 est assez bien connue d'avoir eu des effets au niveau sectoriel d'abord dont l'agrégation de l'effet est perçue au niveau national ou de la nation entière. En effet, l'obligation de satisfaire aux mesures barrières en général et en particulier de réorganiser les places clés dont notamment de travail avec par exemple des mesures qui concernent la fermetures des activités non essentielles ou encore les mesures de distanciation sociale ont par conséquent produit d'importantes insuffisances de l'Offre ou alors de la demande. Au niveau externe l'une des catégories de conséquences de ces mesures barrières a concerné l'incapacité d'avoir des réserves externes suffisantes pour satisfaire à temps aux opérations du commerce extérieur comme les exportations ou alors les importations.

C'est donc pourquoi une part importante des mesures de relance post covid a porté sur l'implémentation des mesures macroéconomiques expansionnistes déjà mis en avant par Keynes, avec dans le cas de la pandémie à coronavirus un accent mis sur trois volets des déterminants du niveau de vie des agents, à savoir l'investissement, l'inflation, le financement des économies. Au niveau de l'investissement, on peut avancer l'idée des initiatives qui ont permis de renforcer les systèmes de santé nationaux ce qui a vu notamment l'écllosion de vaccins thérapeutiques élaborés par certaines firmes pharmaceutiques comme pfizer, moderna, johnson and jonhson, sinopharm, sputnik, biontech, Au niveau du pouvoir d'achat, nous pouvons citer l'initiative vers la soutenabilité des prix courants. En effet, en détériorant l'Offre relative par rapport à la demande la crise courante a nécessairement eu un effet sur l'inflation. C'est ainsi que différentes initiatives sont apparus afin de restaurer cette distorsion des prix comme la nécessaire digitalization des économies avec à la tête de l'initiative un restaurant à New York qui au cours de la pandémie et d'application des mesures barrières comme la distanciation sociale dans l'objectif de préserver son chiffre d'affaires en accordancve avec ces mesures barrières ont

proposé à leurs clients d'avoir accès au menu directement depuis leur Android. Donc par conséquent la digitalisation de l'économie apparaît comme un outil de soutenir les prix courants du fait du nécessaire ajustement de l'Offre à la demande. Enfin, en ce qui concerne le financement de l'économie on peut citer des initiatives comme le sommet de Paris du 18 Mai afin de trouver des solutions au nécessaire financement des économies africaines asphyxiées par l'hémorragie de la crise. Ainsi le Sommet a été favorable à l'accroissement de la part des DTS du FMI en faveur des économies africaines.

Dans l'optique d'impulser la dynamique interne de croissance économique, l'objectif est de pouvoir déceler la stratégie la plus habilitée à même de réaliser cet objectif. D'autant plus que ces deux stratégies interagissent entre elles. Tel est l'objectif de la présente étude de pouvoir établir l'interaction entre politiques de relance macroéconomique et commerce extérieur. L'intérêt de cette approche est que dans les faits ces stratégies à elles seules sont inefficaces. En effet, en ce qui concerne la relance par le commerce on connaît que les formes traditionnelles d'entraves à l'échange qui l'accompagnent, (droits de douane, quotas, subventions à l'exportations) ont montré leurs limites en ce sens que qu'elles ont été accompagnées de nouvelles formes du protectionnisme mais aussi du résultat escompté caractérisé par le manque d'efficacité en ce qui concerne la comparaison aux politiques d'ouverture commerciale. En effet, on connaît que dans un cadre classique et néoclassique les politiques d'ouverture commerciale prédominent sur les formes traditionnelles du protectionnisme. S'il se pose la question de savoir s'il faudrait expliquer l'échange avec les théories traditionnelles issues de l'analyse classique et néoclassique ou des nouvelles théories issues des développements de la nouvelle microéconomie, il est clair qu'à la lueur de ces théories le libre-échange prévaut sur la fermeture des économies encore plus avec les théories traditionnelles où l'accent est mis sur l'avantage comparatif de la nation pour expliquer l'échange à l'exemple de la pharmacopée traditionnelle où selon les enseignements de cette théorie traditionnelle l'appel à la spécialisation dans le secteur en concurrence avec la pharmacopée moderne du Nord implique la mise en place de politiques aptes à impulser la dynamique de développement. En ce qui concerne les politiques de relance Keynésiennes certaines études sur les canaux de transmission de la politique monétaire l'un des volets des politiques de relance Keynésienne –ont entrepris d'identifier le meilleur canal de transmission à la sphère réelle des impulsions (actions) monétaires. Ces études reposent sur l'hypothèse que certains des canaux sont inopérants ou alors inadéquats pour la zone. C'est le cas d'une part du canal du taux d'intérêt avec l'argument que les banques de second rang, dans les faits, sont surliquides et avec leur offre de monnaie

inélastique au principal taux de refinancement de la Banque centrale. D'autre part, le canal du taux de change, avec l'argument que la parité fixe de la monnaie locale vis-à-vis de la monnaie unique européenne, l'euro, est le principal tenant de la conduite d'une politique de change au sein de la zone. Enfin, le canal du prix des actifs, encore désigné comme le canal du q de Tobin, du fait de la faible profondeur voire de l'inexistence d'un marché financier de la zone. Ces types d'études, en général, révèlent que le canal le plus approprié est le canal du crédit un mécanisme qui repose principalement sur le processus de création monétaire des banques de second rang à partir du multiplicateur de crédit.

Cette étude sera organisée ainsi qu'il suit, à la section suivante (section 2) nous présenterons la revue de littérature des interactions entre politique de relance keynésienne et commerce, à la section 3 nous procéderons à l'investigation empirique, enfin en guise de conclusion nous présenterons alors une synthèse des principaux résultats obtenus (section 4).

2. Revue de Littérature sur les interactions entre politique Keynésienne et Commerce

La littérature sur les interactions entre politique Keynésienne et commerce est plutôt récente. En effet, elle a été établie très récemment par Grekou et Grjebine (2022) pour expliquer les différences de performances commerciales et à l'industrialisation constatées en Europe entre l'Allemagne d'un côté et la France, l'Espagne et l'Italie de l'autre. Comme annoncé elle se présente sous deux volets, d'une part les interactions entre politiques Keynésiennes et performances à l'exportation et d'autre part, le lien entre politiques de relance Keynésiennes et niveau d'industrialisation.

Politiques Keynésiennes et performance à l'exportation

Le canal par lequel les politiques de relance Keynésienne influent sur les performances à l'exportation c'est par la demande intérieure. En effet, même si la demande interne est traditionnellement considérée comme un facteur n'influençant que les importations elle est également un déterminant essentiel des exportations qu'elle affecte selon deux canaux distincts. Une baisse de la demande conduit en effet à une baisse de l'inflation ou alors à une dépréciation du taux de change nominal en changes flexibles qui rend les exportations plus compétitives. L'augmentation des exportations consécutive à une politique de rigueur peut également provenir d'une évacuation « des surplus domestique » déjà discutée par Adam Smith dans la *Richesse des nations*. Selon ce mécanisme, les entreprises compensent la baisse de leurs ventes sur leur marché intérieur par une recherche active de débouchés à l'extérieur. Almunia et al. (2021) montrent ainsi que l'effondrement de la demande interne

en Espagne entre 2009 et 2013 permet d'expliquer près de la moitié de la hausse spectaculaire des exportations espagnoles sur la période. La progression des exportations en Allemagne à partir du début des années 2000 pourrait relever d'un phénomène similaire (Erkel-Rousse et Gamero 2008).

Les travaux de Erkel-Rousse et Gamero (2008) partent du constat que plusieurs travaux macroéconomiques ont été menés ces dernières années pour tenter de mieux comprendre les causes des divergences de performances à l'exportation de l'Allemagne et de la France depuis le début des années 2000. Ces travaux illustrent la difficulté à rendre compte de ces divergences à partir de modélisations armingtoniennes traditionnelles des échanges. (Bessone et Heitz 2005; Artus et Fontagné 2006). Ceci provient du fait que les facteurs explicatifs des exportations dans le modèle armingtonien que sont la demande mondiale et la compétitivité-prix ont varié de manière très similaire pour la France et l'Allemagne. En particulier l'appréciation de l'euro souvent évoquée pour expliquer les difficultés françaises à l'exportation (et qui passe par le canal de la compétitivité-prix) ne peut être tenue pour principale responsable des évolutions comparées des exportations françaises et allemandes : confrontée aux mêmes variations de changes depuis 2000, la France perd des parts de marché tandis que l'Allemagne en gagne. Il faut donc aller au-delà de ce cadre de raisonnement usuel.

En ce qui concerne Almunia et al. (2021) comme précisé plus haut l'objectif est celui d'estimer l'impact de la relation causale entre la demande des firmes et les variations de ventes de celles-ci. Pour réaliser l'étude empirique les auteurs considèrent dans un premier temps un modèle d'exportation avec les firmes sur le long de la ligne de Melitz (2003) le modèle canonique de firmes exportatrices dans la littérature du commerce international. Ce modèle repose sur les hypothèses classiques de coût marginal constant. Pour construire une plausible mesure exogène des variations dans la demande domestique à laquelle est confrontée la firme pour l'Espagne les auteurs exploitent la variation géographique en Espagne dans la sévérité de la Grande dépression de la décennie écoulée 2000 et après celle de 2010. Les données couvrent la période 2000-2013 et sont issues de différentes sources confidentielles administratives. La première est le Régistre de commerce qui contient les états financiers annuels pour environ 85% de firmes enregistrées du marché non financier de l'Espagne. Parmi les autres variables il contient des informations sur le secteur d'activité, la location, le revenu opérationnel net, les dépenses en matériel (le coût de tous les produits primaires et de services achetées et employées par la firme durant tout le processus de production), les dépenses du travail (contrat de salaire total, incluant les contributions à la sécurité sociale), le nombre d'employés, et les actifs fixes totaux. La seconde base de

données est le registre des transactions étrangères collectées par la Banque d'Espagne. A la fois, pour les exportations et les importations il contient des informations sur le niveau de transaction sur l'identifié fiscal de la firme espagnole engagée dans l'échange, le montant échangé, le code produit, le pays du client étranger et la date exacte de l'opération quelqu'en soit le moment où le paiement a été réalisé). Commencé en 2008, cependant, l'information de la base de données sur le code produit et sur le pays de destination devient erronée. La raison pour ceci est que pour protéger les coûts administratifs l'entité reportée à la Banque d'Espagne a eu l'option de construire un ensemble de transactions ensemble. Dans ces cas chaque entrée reflète seulement le pays de destination et le code produit de la transaction la plus importante. Ces caractéristiques de la Base de données amènent les auteurs à étudier les exportations au niveau des firmes, de la destination, du produit, et de l'année au cours de la crise mais avec la possibilité de pouvoir agréger ces données de niveau de transaction pour obtenir l'information sur le volume d'exportation totale de la firme au cours de l'année.

Almunia et al. (2021) proposent une proxy sur la base de la Géographie en ce qui concerne les variations de la demande domestique. Leur approche consiste à approcher les variations de la demande locale des firmes manufacturières par l'usage des variations observées de demande par tête pour un type particulier de produit manufacturé, en l'occurrence les véhicules pour laquelle l'on dispose de données désagrégées géographiquement. Par la suite, les auteurs documentent comment il y a une variation substantielle dans le degré auquel le nombre de véhicules par tête varie entre les provinces au cours des années d'expansion et de récession. Compte tenu de ces développements, les auteurs déploient alors leur stratégie empirique principale pour identifier l'impact de la demande domestique sur les exportations des firmes qui s'opère sur la base de leur chiffre d'Affaires. Elle s'opère alors de la manière suivante : premièrement après avoir subdivisé l'échantillon total en période de boom (2000-2008) et période de crise (2009-2013) l'on évalue alors comment lors de la période de crise la contraction du chiffre d'Affaires de la firme en raison de la contraction de la demande domestique est associée à un accroissement des exportations entre ces deux périodes. Cette approche est alors qualifiée de « long-differences » que les auteurs emploient comme l'approche de base avec laquelle les auteurs démontrent alors que les résultats obtenus restent inchangés lorsque l'échantillon total est subdivisé en plusieurs sous périodes.

Pour construire une méthode de la variation domestique entre les périodes pour chacune des firmes espagnoles les auteurs adoptent alors une procédure en deux étapes. A la première étape ils

emploient les observations de la variation entre les deux périodes des véhicules par tête au niveau des municipalités comme proxy de la variation de la demande locale de biens manufacturés au niveau de ces municipalités. Ensuite, avec cette proxy de la demande domestique les auteurs construisent alors des instruments pour capter les variations de la demande domestique aux firmes installées dans ces municipalités. A cet effet, deux instruments sont alors employés : premièrement l'idée que la demande locale de produits manufacturés adressée aux municipalités constitue une bonne proxy de la demande adressée aux firmes manufacturières de la municipalité. Quant au second instrument il est construit pour être convenable à un modèle de Gravité, plutôt il stipule que la majorité des ventes de la firme sont réalisées à l'extérieur des municipalités et s'appuie alors sur une construction hypothétique théorique de l'exposition de la firme à la demande de municipalité comparativement à la demande en dehors de la municipalité. L'estimation porte alors sur un modèle de gravité de municipalité à municipalité pour l'équation des flux de commerce des manufactures espagnoles en 2006. Conformément aux résultats obtenus en ce qui concerne la relation de causalité entre la demande domestique et la performance à l'exportation il semble que le premier instrument est en faveur d'un impact positif de la demande locale sur la performance à l'exportation alors que le second instrument est défavorable à un impact positif de la demande sur la performance des exportations.

Politiques Keynésiennes et industrialisation

Déficits commerciaux (et plus précisément déficits de la balance des biens manufacturiers) et désindustrialisation accélérée sont en effet intimement liés (Geerolf et Grjebine, 2020). Une relation qui va dans les deux sens. D'un côté, plus un pays est désindustrialisé, plus les politiques de relance vont dégrader son solde commercial (via les importations), car l'appareil productif est incapable de répondre à ce surplus de demande. D'un autre côté, ces politiques de demande et l'aggravation concomitante des soldes commerciaux vont se traduire par une accélération de la désindustrialisation. Augmentation des importations et baisse des exportations conduisent en effet à un « report » de la production domestique vers l'étranger.

3. Investigation empirique

L'objectif de cette section est d'investiguer sur la véracité des développements précédents en ce qui concerne les interactions entre politique macroéconomiques et performances commerciales. A cet effet, nous portons nos observations sur la zone CEMAC une zone atypique en Afrique centrale où le commerce constitue une priorité des enjeux de politique économique puisque son niveau intra communautaire est encore bien faible, presque en deçà de 3% (Kuikeu 2008) ce qui lui vaut la place de

la dernière des régions d'intégration commerciale au monde. Nous testerons dans un premier temps la relation causale entre demande locale et performance à l'exportation puis la relation causale entre déficits commerciaux et industrialisation.

Les données portent sur la période 1960 à 2020 en fréquence annuelle pour 04 des économies de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, République centrafricaine) les deux autres économies restantes ont été exclues du fait de la disponibilité des données. L'intérêt portera sur les quantités suivantes, d'une part les exportations de biens et services et la dépense totale comme proxy de la demande interne pour ce qui est de la causalité entre demande locale et performances à l'exportation, d'autre part la balance commerciale et les exportations de manufactures pour ce qui est de régularité entre déficits commerciaux et industrialisation. L'ensemble des données ont été extraites de la Base de données (en ligne) sur les indicateurs de développement dans le monde de la Banque mondiale. Les résultats ont été consiognés au sein des tableau 1, 2 et 3 ci-après pour chacune des deux régularités.

Tableau 1 : performance à l'exportation et demande locale

	Exportation totales
Constant	2,16 (0,00)*
Dépenses	0,09 (0,00)*
Statistiques de l'équation	
<i>NT</i>	52
R ² ajusté	0,37

Notes : * (**, ***) l'hypothèse nulle est rejetée au seuil de 1% (5%, 10%).

Comme l'attestent ces résultats la régularité selon laquelle la demande locale est un stimulus des exportations est parfaitement observée au sein de la zone.

Tableau 2 : déficits commerciaux et industrialisation

	Exportation de manufactures
Constant	2,35 (0,00)*
Balance commerciale	-0,04 (0,00)*
Statistiques de l'équation	
<i>NT</i>	159
R ² ajusté	0,30

Notes : * (**, ***) l'hypothèse nulle est rejetée au seuil de 1% (5%, 10%).

Tableau 2 : industrialisation et déficits commerciaux

	Balance commerciale
Constant	15,73 (0,00)*
Exportations de manufactures	-7,79 (0,00)*
Statistiques de l'équation	
<i>NT</i>	159
R ² ajusté	0,30

Notes : * (**, ***) l'hypothèse nulle est rejetée au seuil de 1% (5%, 10%).

4. Conclusion

En considération des résultats obtenus on peut dire que de nouveaux enseignements apparaissent en ce qui concerne le tissu industriel Africain tout comme ses performes à l'exportation. D'abord la régularité selon laquelle la demande locale apparaît comme un stimulus des exportations alors que la demande est supposée n'influencer que les importations est assez vérifiée en communauté CEMAC. En outre, l'industrialisation contribue à la dégradation des soldes commerciaux alors qu'une amélioration du solde commercial n'est pas le synonyme d'une industrialisation plus importante. Ce dernier résultat vient ainsi mitiger les analyses selon lesquelles la sous-industrialisation du continent provient d'une demande plus ou moins peu importante ou alors inadéquate. En outre, ce résultat invite à s'interroger sur les politiques de relance par le commerce comme martelée par des analystes de l'union puisqu'avec ce résultat la preuve est ainsi fournie à l'idée que l'amélioration des soldes commerciaux ne profite pas au tissu industriel alors que cette amélioration est l'objectif même qui est poursuivi par les politiques de relance par le commerce au sein de la communauté avec l'argument qu'il est ainsi pourvoyeur de devises et de réserves de change. Ainsi encourager des politiques de relance par le commerce sous le seul argument qu'il est pourvoyeur de devises est insuffisant puisque nos résultats révèlent qu'une telle politique n'est favorable qu'au secteur des produits non transformés alors que l'industrialisation constitue une priorité des politiques de relance économique. Enfin, ce résultat invite à s'attarder sur la méthodologie adéquate entre approche désagrégée au niveau micro économique comme Almunia et al. (2021) comparativement à une approche agrégée au niveau macro économique comme la nôtre

5. Bibliographie

Almunia M., Antras P., Lopez-Rodriguez D. et Morales E. (2021) « Venting Out : Exports during a domestic slump », *NBER Working Paper* n° 25372

Artus P. et Fontagné L. (2006) *Évolution récente du commerce extérieur français*, rapport pour le Conseil d'analyse économique, n°64, Paris, La Documentation française, 2006.

Bessone A.J. et Heitz B. (2005) « Exportations : Allemagne 1-France zéro », dossier, *Note de Conjoncture*, Insee, juin 2005, 17-22.

Erkel-Rousse H. et Gamero M. (2008) Externalisation à l'étranger et performances à l'exportation de la France et l'Allemagne, in G. Gaulier et L. Fontagné (Dir), *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne, rapport pour le Conseil d'analyse économique* n°81, Paris, La Documentation Française, 103-131.

Geerole F. et Grjebine T. (2020) « Rééquilibrage de la zone euro : plus facile avec le bon diagnostic ! », *La Lettre du CEPII* n°426.

Grekou C. et Grjebine T. (2022) « Déficit commerciaux et désindustrialisation : la faute de la demande ? », *La Lettre du CEPII* n°411.

Indermit G. et Akihiko N. (2021) « La reprise mondiale ne s'étend pas aux pays les plus pauvres », *Opinion*, Blog de la Banque mondiale.

Kuikou O. (2008) *Quatre essais sur la stabilité monétaire*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Pau, 156 p.

Melitz, M.J. (2003), "The Impact of Trade on Intra-Industry Reallocations and Aggregate Industry Productivity", *Econometrica*, Vol. 71, n°6, p. 1695-1725.